

Tribune libre

**Conseil
national**

**Juin
1970**

Le P.S.U. et la construction du parti révolutionnaire

Jean Rous (Hauts-de-Seine)

Si en 1936, 1944, 1968, le mouvement révolutionnaire des masses ne s'est pas traduit en France par la révolution c'est pour une grande part, du moins, parce qu'il n'y avait pas une organisation révolutionnaire, c'est-à-dire une direction capable de montrer l'issue socialiste et d'aider le mouvement populaire à transformer la virtualité en réalité. Cette vérité devenue banale n'est contestée à gauche que par les sociaux-démocrates traditionnels ou les anarchistes de stricte obédience, pour des raisons d'ailleurs différentes. C'est pourquoi depuis plus de trente ans de nombreux groupes révolutionnaires notamment les socialistes de gauche, les trotskystes, ont posé le problème de la construction d'un parti révolutionnaire de type nouveau au-delà de la social-démocratie ou du stalinisme. Aucun n'a réussi à l'état pur à construire une organisation de masse. Mais on a en même temps constaté certains phénomènes de renouveau du communisme, comme l'expérience yougoslave, partiellement l'expérience italienne et certaines expériences révolutionnaires du tiers monde (Vietnam, Cuba, Chine) dont les enseignements sont très actuels, sans pouvoir être transposés mécaniquement dans les situations occidentales. En France, le P.S.U. est parvenu à condenser dans ses thèses de Dijon, les acquisitions théoriques de principe de ces multiples efforts de plusieurs décennies pour dépasser la social-démocratie et le stalinisme. Mais ces thèses demeurent des thèses. Pour qu'elles se traduisent dans la pratique vivante du parti il faut que ce dernier ait une stratégie adéquate.

Le P.S.U. après dix ans d'existence est resté à mi-chemin entre le groupe de propagande et un parti de masse. Il ne faudrait pas, comme disait à peu près notre ancien secrétaire national, Edouard Depreux, qu'il demeure toute sa vie un parti intéressant et prometteur, ayant tous les dix ans quelque quinze mille adhérents, qui ne seront pas dans l'essentiel, les mêmes. Un peu comme ces arbres japonais qui sont fort beaux, mais ne grandissent jamais. Pour éviter ce danger les principes justes ne suffisent pas, seule la solution

adéquate du problème stratégique, tactique et du système d'organisation est susceptible de donner au P.S.U. une pleine capacité de développement ou d'en faire le centre d'un regroupement élargi. Outre les difficultés résultant des forces extérieures, la difficulté intérieure à laquelle le P.S.U. a eu à faire face a été d'équilibrer en son sein des forces, des tendances diverses dont certaines sont venues de la social-démocratie (auxquelles il doit ses premières implantations de masse), d'autres du trotskysme ou du communisme stalinien, d'autres enfin, des groupements chrétiens de gauche. Cet équilibre est toujours en question. Si je prends par exemple le cas d'une section que j'ai bien connue il y a dix ans, c'est un fait que les trois quarts de ses militants venus de la social-démocratie, l'ont quittée. Est-ce un bien ? N'existe-t-il pas dans tous les partis qui se veulent révolutionnaires des militants que l'on qualifie de réformistes parce que tout en étant sincèrement socialistes, ils sont plus axés vers certaines activités locales électorales et syndicales ? Pourquoi n'a-t-on pas su en conserver une substantielle proportion ? N'est-ce pas un échec ?

Le problème ainsi posé n'est pas nouveau. Certains d'entre nous se souviennent du précédent du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) qui avait lui aussi une dizaine de milliers d'adhérents et représentait en partie l'acquis de juin 1936. Le P.S.O.P. venait en majorité de la social-démocratie. Une fraction importante des trotskystes l'avait rejoint. Cette expérience originale s'est trouvée broyée par la guerre, qui a d'ailleurs posé des problèmes nouveaux. Mais il n'est pas sans intérêt de relire la controverse, parfois très vive, entre Léon Trotsky et Marceau Pivert concernant les rapports des socialistes de gauche et des trotskystes dans une même organisation. Marceau Pivert opposait déjà le trotskysme de 1904 (celui de « Nos tâches politiques ») au trotskysme de 1938. Trotsky répondait : « Toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que dans cette question Lénine avait raison contre moi et contre Rosa Luxemburg. » Pivert écrivait : « A la conception d'un parti-chef,

sorte d'état-major centralisé qui prépare dans le secret des conspirations l'action dite révolutionnaire, nous préférons la conception du parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec toutes les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan. » En réplique, Trotsky reprochait à Pivert de se cantonner « dans des abstractions et dans de nébuleuses circonlocutions. » « De quelles conspirations secrètes s'agit-il, n'est-ce pas de la préparation de l'insurrection d'Octobre ? »

Cette discussion fut sans issue si ce n'est en fin de compte l'exclusion de quelques trotskystes. Bien entendu les trotskystes se trouvaient dans cette affaire les plus vulnérables car ils ne cachaient pas leur dessein. Toutefois, quand on considère aujourd'hui ces conflits avec trente ans de recul on est amené à des constatations d'ailleurs apparemment contradictoires. D'une part certaines critiques de Marceau Pivert contre le sectarisme et l'ultimatisme des trotskystes n'étaient pas sans fondement. D'autre part, on s'aperçoit qu'en dépit du ton impérieux de sa polémique, Trotsky avait accompli un certain nombre de pas positifs qui étaient de nature à faciliter la création d'un parti révolutionnaire composé de tendances diverses. En premier lieu, bien qu'il ait été au début, d'un avis contraire, Trotsky en approuvant finalement l'entrée des trotskystes dans le P.S.O.P. se prononçait pour l'intégration de son capital politique dans un mouvement plus large tandis que par ailleurs il avait déjà proclamé l'existence de la IV^e Internationale. A la même époque, dans « la Révolution trahie », il admettait implicitement que l'interdiction des fractions et l'institutionnalisation du parti unique avaient été en U.R.S.S. des erreurs, par quoi on avait fait de nécessité vertu.

On ne peut sans doute assurer aujourd'hui quelle serait la position de Trotsky, plus de trente ans après la proclamation de la IV^e Internationale. Il avait prévu que la révolution sortirait de la guerre. Mais les révolutions qui se sont produites n'entraient pas dans les schémas qu'il avait établis. Toutefois les réquisitoires contre le stalinisme les leçons de la révolution russe, les principes de la révolution permanente dans les pays semi-coloniaux, comme la Chine, tout cela s'est avéré quasi prophétique et en partie grâce au mouvement de Mai les œuvres de Trotsky connaissent aujourd'hui une grande faveur. Elles ne sont point pour autant un catéchisme, une sorte de petit « livre rouge » et elles laissent sans solution le problème toujours actuel de la construction d'un parti révolutionnaire de masse.

Sans doute, le mérite historique du bolchevisme

a été en particulier de substituer un parti de lutte et de travail apte à réaliser la révolution, à un parti de discussion et d'activité électoralistes. Cela est en soi un acquis de principe bien qu'il s'agisse du système d'organisation. Cependant, dans les pays de tradition démocratique, où nous vivons, en occident capitaliste, on ne saurait sans danger pour la vie démocratique et révolutionnaire du parti transposer mécaniquement certaines méthodes de lutte qui ont été rendues nécessaires par l'action dans la clandestinité contre l'oppression tsariste ou qui ont été imposées par la guerre civile. Dans la proportion du centralisme et de la démocratie dans les pays de tradition démocratique, la part de la démocratie sera plus importante que celle de la centralisation qui demeure cependant nécessaire pour l'action.

Si l'on accepte cette conclusion on devra éviter de se laisser enfermer dans certains schémas et dans certaines formules en ce qui concerne l'élaboration de la stratégie et de la tactique. On a parfois tendance à condamner le réformisme par une sorte d'entraînement sans toujours définir ce que l'on entend par là. D'autres, à l'inverse, condamnent le gauchisme sans le définir plus exactement. Le réformisme, tel du moins qu'il résulte de l'expérience de la social-démocratie, demeure toujours une conception et une pratique qui consistent à renvoyer aux calendes grecques la révolution socialiste devenue pourtant la nécessité immédiate de notre époque, en lui préférant un ensemble d'aménagements partiels et structurels dans le cadre du régime capitaliste. Le gauchisme est la déformation sectaire et schématique de principes révolutionnaires en soi parfaitement justes ; il est le refus de partir du réel pour le transformer et la tendance à se livrer à une sorte de forcing pour imposer coûte que coûte ses schémas à la réalité.

S'il en est bien ainsi, on ne saurait persister à refuser d'envisager l'unité socialiste et révolutionnaire avec certaines tendances qui sont d'accord sur les principes de la révolution socialiste, sous prétexte qu'on peut diverger d'appréciation avec elle sur l'utilisation de certaines méthodes. D'ailleurs, il est démontré qu'à force d'appliquer l'épithète de réformiste sans en préciser le contenu on est allé jusqu'à qualifier de « réformistes » certains groupes trotskystes avec lesquels on n'était pas d'accord dans la tactique, alors qu'ils avaient la même doctrine et les mêmes programmes que les autres. Si dans des conditions qui imposent une action pour les réformes étroitement liées sans doute à la perspective révolutionnaire, on sous-estime ou on abandonne à d'autres cette action pour les réformes, alors on s'expose au risque, à juste titre évoqué dans le rapport, de « luttes d'envergure animées par le courant réformiste ».

La suggestion fraternelle qui est faite à l'U.N.E.F. d'avoir à reconsidérer sa stratégie et sa tactique est d'autant plus opportune que c'est grâce aux militants de notre courant que l'U.N.E.F. était devenue, il y a une dizaine d'années, une organisation de masse. Un ressaisissement est possible pour l'empêcher de tomber sous le contrôle stalinien comme cela a été malheureusement le cas pour le S.N.E.Sup. Il faudrait que l'U.N.E.F. reconsidère son programme fondamental et l'axe sur des mots d'ordres qui, au plan universitaire, seraient l'équivalent de ce qu'est le contrôle ouvrier pour les entreprises liant les revendications immédiates à la perspective socialiste.

Il n'est pas sûr non plus qu'il soit très juste de qualifier en bloc le parti communiste actuel de réformiste alors que sa base est objectivement révolutionnaire et contient bien souvent les meilleurs éléments pour la construction du parti communiste de l'avenir. En réalité le parti communiste demeure par son appareil un parti fondamentalement stalinien quoique d'un stalinisme amolli et atténué. C'est pourquoi il faut trouver une formule qui consiste à combiner l'indispensable unité d'action avec un comportement de nature à faciliter le processus de déstalinisation. Hâter ce processus est plus important pour la préparation du parti révolutionnaire que la condamnation abstraite comme réformiste du P.C. actuel. Faut-il privilégier d'une manière absolue la recherche de l'unité avec les groupements révolutionnaires ou adopter une stratégie tous azimuts ? Cela est un problème de possibilités concrètes et d'expérience et là non plus on ne saurait se laisser enfermer dans des schémas à priori. Le capital théorique et politique accumulé par le « trotskysme » depuis quarante ans représente un très précieux enrichissement pour le parti révolutionnaire de l'avenir à la condition de s'intégrer et de se fondre avec des apports plus nouveaux ou d'une nature différente. Pour que cette fusion s'opère le passé a démontré que les recettes statutaires ou les commandements de type moral ne suffisent pas. Ce qui est important c'est un accord fondamental sur la doctrine, le programme, le système d'organisation du parti. Seul cet accord put empêcher les fractions de devenir des partis dans le parti et peut les obliger à se soumettre volontairement au parti commun, le considérant comme un ensemble à servir avec discipline et non un terrain de manœuvre et d'expérience.

Bien que le P.S.U. et les trotskystes aient à juste titre condamné l'ultra-gauchisme de certains groupes maoïstes, tout en les défendant comme il convient contre la répression, il semble qu'il

faudrait également associer les maoïstes à la discussion pour l'unité socialiste et révolutionnaire. Leur comportement est sans doute différent de celui des trotskystes, qui sont plus proches de nous, dans les principes généraux. Mais il semble qu'il faudrait engager tout d'abord avec eux une franche et publique discussion sur les leçons du stalinisme comme première phase. Puis on pourrait aborder le problème de la violence révolutionnaire et comparer en particulier les thèses de Engels dans « le rôle de la violence dans l'histoire » avec certains mythes soréliens qui paraissent connaître un regain de faveur. En tout état de cause, au-delà des vicissitudes des groupes maoïstes, et en raison de l'expérience à longue portée de la révolution culturelle et du rôle révolutionnaire de la Chine communiste dans le tiers monde et dans le monde, il serait important que le P.S.U. puisse entretenir des rapports réguliers avec le Parti communiste chinois.

Dans la stratégie pour la construction du parti révolutionnaire et socialiste de notre temps, le dernier congrès de la C.F.D.T. a montré que cette organisation pouvait être d'un appui très précieux.

Tout en demeurant un syndicat, la C.F.D.T. a - choisi clairement la perspective socialiste autogestionnaire. J'ai lu qu'on lui reprochait d'avoir commis quelques erreurs. Heureusement si l'on peut dire, en admettant d'ailleurs que ce soient des erreurs, cela prouve qu'elle est devenue une organisation de masse qui est parfois contrainte, pour s'accrocher au terrain, au lieu de l'abandonner à l'adversaire, de pratiquer certains compromis.

Pour l'heure, la C.F.D.T. paraît avoir réussi à réaliser cet équilibre en question entre les tendances que l'on qualifie un peu trop facilement de réformistes, et d'autres tendances que l'on qualifie non moins schématiquement de gauchistes. De ce point de vue une étroite coopération avec elle nous intéresse, tout en agissant de telle sorte que chacun demeure sur le plan qui lui est propre. Le syndicalisme à perspective socialiste a besoin d'un correspondant politique et vice versa. Le P.S.U., comme le montre bien le rapport au Conseil national, ne s'auto-proclame pas ce seul correspondant qualifié. Mais il représente avec son programme et ses militants, un premier acquis positif pour construire ce parti socialiste et révolutionnaire. On ne peut que souhaiter que les résultats du Conseil national constituent un nouveau pas en avant dans cette voie. □

• La tribune de Jean Rous a dû, en fonction de son volume, être raccourcie sous la responsabilité de la Direction du Journal.